

RUSSIE-FRANCE-ALLEMAGNE

Le colloque tripartite "Berlin-Paris-Moscou – la force motrice du partenariat stratégique entre la Russie et l'Union européenne?" s'est déroulé fin novembre, à Berlin.

Il était organisé par le Centre pour la coopération scientifique et culturelle du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, la Maison de la Science et de la Culture russes à Berlin, le Centre russe de la Science et de la Culture à Paris, en collaboration avec le Conseil de la politique extérieure de la RFA, la Fondation allemande "Science et politique" et l'Union fédérale des sociétés allemandes "Ouest-Est".

Des politologues connus, des diplomates, parlementaires, experts militaires et personnalités civiles des trois pays ont participé à cette rencontre.

L'Ambassadeur de Russie en Allemagne, Serguëï Krylov, a attiré l'attention des participants sur le fait que le titre du colloque se terminait par un point d'interrogation, ce qui n'est pas un hasard. Selon lui, "il dépendra de l'approche des problèmes du monde contemporain, des analyses et des perspectives de développement des relations entre la Russie et l'Union européenne que ce point d'interrogation disparaisse au final".

Selon le directeur adjoint de l'Institut d'études politiques et économiques internationales de l'Académie des sciences de Russie, le professeur Ser-guëï Silvestrov, l'Occident développe aujourd'hui, bien plus que par le passé, les clichés négatifs concernant la Russie, "en particulier, après l'impasse en Irak". A titre d'exemple, le professeur a cité l'attitude des médias occidentaux à propos de la Tchétchénie.

"Les observateurs internationaux n'ont pas souhaité venir pour les élections en Tchétchénie, mais dans le même temps on affirme en Occident que ce scrutin était soi-disant illégitime", a remarqué M. Silvestrov.

Le Président et responsable du Groupe d'études sur la défense européenne de la fondation Athéna, le général français Bernard de Bressy de Guast a confirmé qu'il rentrait ces clichés négatifs à l'égard de la Russie dans les médias français. Il a ajouté que l'organisation qu'il dirige "lutte contre de tels préjugés univoques".

Au cours de la discussion, les participants au colloque se sont également penchés sur la "nécessité et la portée des projets de transports et de communication à l'échelle du continent eurasiatique, projets qui sont capables de faire passer les relations de la Russie avec l'Union européenne du plan



principalement politique à celui d'une coopération économique intensive".

A ce propos, ils ont soutenu l'idée que "la Russie, ne serait-ce que du fait de sa situation géographique, ne peut être intégrée seulement dans la vie politique européenne ou uniquement dans la vie politique de l'Asie, et qu'elle restera toujours une unité indépendante sur ce plan".

L'opinion des participants au colloque de Berlin a également convergé concernant la nécessité d'accorder davantage d'attention à l'étude "des intérêts stratégiques sur le continent eurasiatique déjà proclamés par les Etats-Unis, dans la mesure où il pourrait se produire, dans un avenir prévisible, un affrontement entre les intérêts de cette superpuissance et ceux des Etats européens et des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est".

Le professeur Gert Weisskirchen, représentant de la fraction du SPD chargé des relations politiques extérieures au Bundestag, s'est dit convaincu que la RFA, la France et la Russie devaient poursuivre leur collaboration, sans pour autant que cela puisse être considéré comme "un axe dirigé contre un tiers".

A propos de l'intervention des Etats-Unis contre l'Irak, le professeur et député allemand Weisskirchen a indiqué que "des efforts multilatéraux étaient toujours préférables à des efforts unilatéraux".

De l'avis général des participants, qui s'exprimait dans les couloirs, la présente rencontre de politologues des trois pays s'est avérée "très dense et intéressante".

Le prochain colloque tripartite se tiendra en juin 2004, en France.

Alexandre Polotski, Berlin

Le chercheur en chef de l'Institut d'Etudes stratégiques de Russie (RISI), Marina Koutchinskaïa:

- Le système de sécurité de l'Europe traverse actuellement une sorte de "crise d'identité" des organisations qui en composent le noyau dur, selon elle. En effet, il est devenu évident que les institutions traditionnelles de sécurité sont inadaptées et même, probablement, inadéquates face aux menaces d'aujourd'hui. On est en droit de parler d'une période de transition, durant laquelle les anciennes structures cherchent leur place et leur rôle fonctionnel face à la recrudescence des défis non traditionnels et des nouvelles menaces, dont les vecteurs ne sont pas toujours, et de loin, des entités étatiques.

Dans le même temps, les Etats européens qui, dans le monde contemporain, cèdent inévitablement une part de leur souveraineté au profit des structures supranationales, connais-



sent eux aussi une certaine "crise d'identité". C'est d'autant plus vrai pour les pays post-communistes du fait de l'état